

# LA BELGIQUE SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE.

Mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles.

**Brand WHITLOCK**

1915. Chapitre XXV : Un édit *ex post facto*.

Le lendemain matin, la pluie avait cessé, l'air était tiède et doux, le soleil perçait la brume automnale. Mais l'horreur du forfait s'étendait sur la ville comme un suaire. De bonne heure on avait posé des affiches et la foule y lisait avec stupeur une longue liste tragique se terminant par ces mots d'une cruauté gratuite :

« *Le jugement rendu contre Baucq et Cavell a déjà été exécuté.* »

Il y avait quatre autres condamnations capitales : celles de Philippe Baucq, architecte à Bruxelles, de Louise Thuliez, institutrice à Lille, de Louis Séverin, pharmacien à Bruxelles, et de la comtesse Jeanne de Belleville, de Montignies-sur-Roc. Herman Capiou, ingénieur civil à Wasmès, Madame Anna Bodart, de Bruxelles, Albert Libiez, avocat à Wasmès, et Georges Dervaux, pharmacien à Pâturages, étaient condamnés à quinze ans de travaux forcés ; la princesse Maria de Croy, à dix ans ; dix-sept autres personnes, aux travaux forcés et à la prison pour des termes variant de deux à huit ans ; huit autres personnes furent

acquittées. Tout le jour, des groupes tristes et graves stationnèrent au boulevard, sous la chute des feuilles, devant le sinistre placard. Dans l'un des groupes, on entendit un vieux juge s'écrier :

- *Ce n'est pas l'exécution d'un jugement, c'est un assassinat.*

L'impression d'horreur envahit ma maison. Le soir, je trouvai ma femme en pleurs. La femme du chapelain lui avait donné des détails sur les derniers moments de Miss Cavell, décrivant comment elle s'était levée de sa couchette à l'approche du clergyman, en ramenant sa robe de chambre sur sa gorge maigre.

J'écrivis au baron von der Lancken pour obtenir du gouverneur général la permission de faire enterrer le corps de Miss Cavell par la Légation d'Amérique et par les amies de l'infortunée. Le baron vint me voir lui-même l'après-midi. Il était grave et m'exprimait ses regrets ; il avait fait son possible, disait-il. Le corps avait été enterré respectueusement, selon les rites religieux, dans un endroit tranquille ; d'après la loi, on ne pouvait l'exhumer sans un ordre du Gouvernement impérial, et le gouverneur général était parti pour Berlin.

Ensuite arriva Villalobar. Je le remerciai pour ses efforts. Il parla beaucoup et me

raconta la scène avec Lancken, la nuit précédente. Il se préoccupait du sort de la comtesse de Belleville et de M<sup>lle</sup> Thuliez, toutes deux Françaises et par conséquent ses protégées, qui, d'après la condamnation, devaient être exécutées dans les huit jours. Je le rassurai en lui disant que l'effet du martyr de Miss Cavell ne finirait pas avec sa mort et qu'il produirait plusieurs libérations, que la soif du sang était, assouvie et qu'il n'y aurait plus d'exécutions dans ce groupe ; car telle est la loi des vengeances sanglantes. Nous parlâmes longuement de cette tragédie et de tant d'autres qui composaient le grand drame de la guerre.

- *Nous vieillissons – soupira Villalobar – ; la vie se passe et si nous survivons dans l'âge nouveau qui suivra la guerre, la génération nouvelle nous trouvera vieux et nous dédaignera.*

Gibson et de Leval préparèrent un rapport que j'envoyai à notre Ambassade de Londres par le premier courrier. Mais déjà, je ne sais comment, la nouvelle était parvenue en Hollande et remplissait le monde d'indignation. Richards, de la C. R. B., qui revenait de La Haye, nous rapporta l'impression d'horreur causée là-bas. Les Allemands, qui réfléchissaient toujours trop tard aux effets de leurs actes, comprirent que c'était un nouveau Louvain, un nouveau Lusitania dont ils auraient à répondre devant le

monde civilisé. Comme je l'avais prédit à Villalobar, la vie des trois autres condamnés fut épargnée. Le président des États-Unis et le roi d'Espagne intervinrent à Berlin en faveur de la comtesse de Belleville et de M<sup>lle</sup> Thuliez dont la peine de mort fut commuée en emprisonnement, ainsi que celle de Louis Séverin. La vague de dégoût et de réprobation universelle était trop forte même pour les Allemands.

Il y eut deux autres affiches sur l'affaire Cavell. L'une d'elles, qui parut sur les murs ou dans les journaux avant le prononcé du jugement, était une tirade de von Bissing, irritante, humiliante pour le public et d'une impression aussi pénible que le crime qu'elle tâchait de justifier. Cette proclamation, préparée sans doute au cours du procès, affichée le lundi avant que le jugement fût rendu, avait évidemment pour but de préparer les esprits au choc du mardi, c'est-à-dire à l'annonce du meurtre de Miss Cavell. Le ton onctueux, toujours précurseur d'un nouvel attentat, l'allusion à l'espionnage, la menace de peines sévères, prouvaient assez que l'acte était prémédité. Ce manifeste prouvait encore que l'offensive des Alliés avait fâché les Allemands, car chaque fois que les choses n'allaient pas à leur guise, ils se vengeaient sur des innocents. L'autre affiche, moins remarquée, avait plus d'importance ; elle

contenait des aveux qui démontraient l'illégalité, même au point de vue du Code allemand, de toute la procédure suivie contre Miss Cavell. C'était une dernière infamie qui éclairait d'un jour nouveau ce qui avait eu lieu derrière les portes closes de la salle du Sénat ; un véritable décret *ex post facto* qui définissait après coup le délit pour lequel Miss Cavell avait été jugée, condamnée et mise à mort.

Dans le manifeste de von Bissing sur « *la situation* », on parlait d'espionnage. C'était la première fois que l'on qualifiait ainsi publiquement et officiellement les actes de Miss Cavell et désormais les Allemands ne l'appelèrent plus que « *espionne Cavell* ». Or, Miss Cavell ne fut ni accusée d'espionnage ni condamnée à mort pour ce motif. Elle fut accusée d'avoir violé un paragraphe du Code pénal militaire allemand qui punit de mort celui qui conduit des troupes à l'ennemi (*dem Feinde Mannschaften zuführt*) ; c'est de ce chef qu'elle fut condamnée. Pour la mentalité militaire allemande ceci constitue une trahison ; terminologie qui ne devient pas moins étrange quand on la précise par les mots « *trahison en temps de guerre* ».

D'ailleurs, ni en fait ni en droit, ce chef d'accusation n'était applicable. Miss Cavell n'avait pas conduit de troupes à l'ennemi ; elle avait secouru des soldats, individuellement ; les

avait aidés, ainsi que des jeunes gens qui n'avaient jamais porté l'uniforme, à sortir de Belgique et à passer en Hollande, pays neutre où les soldats devaient être internés jusqu'à la fin de la guerre et les jeunes gens partager la situation juridique de citoyens d'une autre nation. Nulle preuve que ces soldats ou ces jeunes Belges seuls ou en « *troupes* » eussent rejoint l'ennemi, excepté dans un seul cas, où un jeune homme écrivit à Miss Cavell une carte postale disant qu'il avait rejoint l'armée britannique. Cette carte, découverte par la police secrète, fut l'une des pistes qui conduisirent à l'arrestation de Miss Cavell. Mais, encore une fois, ces hommes ne furent pas conduits par elle à l'ennemi ; l'accusation, qu'elle ne repoussa point, était de leur avoir donné asile, de leur avoir procuré de l'argent, des vivres, des vêtements, ou de les avoir hospitalisés et soignés dans leurs maladies. Ce ne sont pas là des chicanes : l'accusation aurait échoué pour qualification erronée, devant n'importe quel tribunal anglais ou américain. Les Allemands eux-mêmes reconnurent cette erreur de qualification car, le 12 octobre, après avoir exécuté un jugement que leurs propres lois ne pouvaient étayer, ils publièrent un nouveau décret qui corrigeait ce vice en définissant le délit pour lequel ils avaient fusillé leur frêle victime, et punissant de mort quiconque aidait ou abritait des soldats fugitifs.

Tel fut le nouvel édit du gouverneur général, promulgué une heure ou deux après l'exécution de Miss Cavell pour corriger un vice dans la procédure qui la condamna.

**Brand WHITLOCK**

Ce livre, *La Belgique sous l'occupation allemande : mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles*, a été traduit de l'anglais par le Professeur Paul de Reul, de l'Université de Bruxelles, ce qui n'est pas mentionné en « page de titre » mais bien sur une page antérieure à la page 1. Voir :

<http://www.idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20BELGIQUE%20OCCUPATION%20ALLEMANDE%201914-1917%20TABLE%20MATIERES.zip>

On y dit : « Un grand nombre de documents, ainsi que certaines explications indispensables aux lecteurs anglais et américains, ont été supprimés, n'étant pas nécessaires pour les lecteurs français ou belges. »  
**Nous les reproduisons** d'après l'original anglais publié sur notre site :

<http://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>

### \* Avis

*Par jugement du 9 octobre 1915, le tribunal de campagne a prononcé les condamnations suivantes pour trahison commise pendant l'état de guerre (pour avoir fait passer des recrues à l'ennemi) :*

- 1. Philippe Baucq, architecte à Bruxelles, à la peine de mort ;*
- 2. Louise Thuliez, professeur à Lille, à la peine de mort;*
- 3. Edith Cavell, directrice d'un institut médical à Bruxelles, à la peine de mort ;*
- 4. Louis Severin, pharmacien à Bruxelles, à la peine de mort ;*
- 5. Comtesse Jeanne de Belleville, à Montignies, à la peine de mort ;*

6. *Herman Capiiau, ingénieur à Wasmès, à 15 ans de travaux forcés ;*
7. *Epouse Ada Bodart, à Bruxelles, à 15 ans de travaux forcés ;*
8. *Albert Libiez, avocat à Wasmès, à 15 ans de travaux forcés ;*
9. *Georges Derveau, pharmacien à Pâturages, à 15 ans de travaux forcés ;*
10. *Princesse Marie de Croy, à Bellignies, à 10 ans de travaux forcés.*

*Dix-sept autres accusés ont été condamnés à des peines de travaux forcés ou d'emprisonnement allant de 2 à 8 ans.*

*Huit autres personnes, accusées de trahison commise pendant l'état de guerre, ont été acquittées.*

*Le jugement rendu contre Baucq et Cavell a déjà été exécuté.*

*Bruxelles, le **12 octobre**, 1915.      GOUVERNEMENT.*

*\*\*\* Mr. Whitlock, American Minister in Brussels,  
to Mr. Page  
American Legation, Brussels, **October 12**, 1915.  
(Telegraphic)*

*Your letter of the 23rd September and my replies of the ninth and eleventh October. Miss Cavell sentenced yesterday and executed at 2 o'clock this morning, despite our best efforts continued until the last moment. Full report follows by mail.*



*Whitlock, American Minister.*

[I was mistaken in supposing that the execution had taken place at two o'clock.]

*Mr. Whitlock, American Minister in Brussels,  
to Baron von der Lancken*

*Bruxelles, le 12 octobre, 1915.*

*Excellence, M. Faider, Premier Président de la Cour d'Appel de Bruxelles et Président de l'Ecole belge d'Infirmières diplômées, me prie de réclamer, pour cette institution, le corps de Miss Cavell, qui en était directrice, et qui a été exécutée ce matin.*

*Le Comité s'engage, pour l'enlèvement du corps et pour la conservation de celui-ci dans un cimetière dans l'arrondissement de Bruxelles, à se conformer à toutes les mesures que l'Administration allemande jugerait utile de prescrire,*

*Je suis persuadé qu'aucune objection ne sera faite à cette demande, et que l'on ne refusera pas à l'institution à laquelle Miss Cavell a consacré si charitablement une partie de son existence, l'accomplissement de ce pieux devoir.*

*Je me permets donc d'appuyer auprès de Votre Excellence la requête de l'Ecole belge d'Infirmières diplômées, et dans l'attente de sa réponse,*

*Je la prie, etc.,*

*Brand Whitlock.*

**(Original version :)**

Brussels, **October 12**, 1915.

*Your Excellency, — M. Faider, First President of the Brussels Court of Appeal and President of the Belgian School of Certified Nurses, begs me to ask, on behalf of this institution, for the body of Miss Cavell, its directress, who was executed this morning.*

*The Committee undertakes, in the removal of the body and its burial in a cemetery in the Brussels district, to conform to all the regulations that the German authorities may see fit to make.*

*I feel sure that no objection will be made to this request, and that the institution to which Miss Cavell has so generously devoted a part of her life will not be denied the performance of this pious duty.*

*I venture, therefore, to commend to your Excellency the request of the Belgian School of Certified Nurses, and, awaiting your reply,*

*I am, etc.,*

*Brand Whitlock.*

*Mr. Hugh Gibson, Secretary of the American Legation  
in Brussels,*

*to Mr. Whitlock, American Minister in Brussels*

***Report for the Minister***

*American Legation, Brussels, **October 12**, 1915.*

*Sir, — Upon learning early yesterday morning through unofficial sources that the trial of Miss Edith Cavell had been finished on Saturday afternoon and that the prosecuting attorney ("Kriegsgerichtsrat") had asked for a sentence of death against her, telephonic enquiry was made at the Politische Abteilung as to the facts. It was stated that no sentence had as yet been pronounced and that there would probably be a delay of a day or two before a decision was reached. Mr. Conrad gave positive assurances that the Legation would be fully informed as to the developments in this case. Despite these assurances we made repeated enquiries in the course of the day, the last one being at 6:20 p.m., Belgian time. Mr. Conrad then stated that sentence had not yet been pronounced, and specifically renewed his previous assurances that he would not fail to inform us as soon as there was any news.*

*At 8:30 it was learned from an outside source that sentence had been passed in the course of the afternoon (before the last conversation with Mr. Conrad), and that the execution would take place during the night. In conformity with your instructions, I went (accompanied by M. de Leval) to look for the Spanish Minister and found him dining at the home of Baron Lambert. I explained the circumstances to His Excellency and asked that (as you were ill and unable to go yourself) he go with us to see Baron von der Lancken and support as strongly as possible the plea, which I was to make in your name, that execution of the death penalty should be*

*deferred until the Governor could consider your appeal for clemency.*

*We took with us a note addressed to Baron von der Lancken, and a plea for clemency ("requête en grâce") addressed to the Governor-General. The Spanish Minister willingly agreed to accompany us, and we went together to the Politische Abteilung.*

*Baron von der Lancken and all the members of his staff were absent for the evening. We sent a messenger to ask that he return at once to see us in regard to a matter of utmost urgency. A little after 10 o'clock he arrived, followed shortly after by Count Harrach and Herr von Falkenhausen, members of his staff. The circumstances of the case were explained to him and your note presented, and he read it aloud in our presence. He expressed disbelief in the report that sentence had actually been passed, and manifested some surprise that we should give credence to any report not emanating from official sources. He was quite insistent on knowing the exact source of our information, but this I did not feel at liberty to communicate to him. Baron von der Lancken stated that it was quite improbable that sentence had been pronounced, and that even if so it would not be executed in so short a time, and that in any event it would be quite impossible to take any action before morning. It was, of course, pointed out to him that if the facts were as we believed them to be, action would be useless unless taken at once. We urged him to ascertain the facts immediately, and this, after some hesitancy, he agreed to do. He telephoned to the*

*presiding judge of the court-martial and returned in a short time to say that the facts were as we had represented them, and that it was intended to carry out the sentence before morning. We then presented, as earnestly as possible, your plea for delay. So far as I am able to judge, we neglected to present no phase of the matter which might have had any effect, emphasizing the horror of executing a woman, no matter what her offense, pointing out that the death sentence had heretofore been imposed only for actual cases of espionage, and that Miss Cavell was not even accused by the German authorities of anything so serious. I further called attention to the failure to comply with Mr. Conrad's promise to inform the Legation of the sentence. I urged that inasmuch as the offenses charged against Miss Cavell were long since accomplished, and that as she had been for some weeks in prison, a delay in carrying out the sentence could entail no danger to the German cause. I even went so far as to point out the fearful effect of a summary execution of this sort upon public opinion, both here and abroad, and, although I had no authority for doing so, called attention to the possibility that it might bring about reprisals.*

*The Spanish Minister forcibly supported all our representations and made an earnest plea for clemency.*

*Baron von der Lancken stated that the Military Governor was the supreme authority ("Gerichtsherr") in matters of this sort ; that appeal from his decision could be carried only to the Emperor, the Governor General having no authority to intervene in such cases. He*

*added that under the provisions of German martial law the Military Governor had discretionary power to accept or to refuse acceptance of an appeal for clemency. After some discussion he agreed to call the Military Governor on the telephone and learn whether he had already ratified the sentence, and whether there was any chance for clemency. He returned in about half an hour and stated that he had been to confer personally with the Military Governor, who said that he had acted in the case of Miss Cavell only after mature deliberation ; that the circumstances in her case were of such a character that he considered the infliction of the death penalty imperative ; and that in view of the circumstances of this case he must decline to accept your plea for clemency, or any representation in regard to the matter.*

*Baron von der Lancken then asked me to take back the note which I had presented to him. To this I demurred, pointing out that it was not a "requête en grâce" but merely a note to him transmitting a communication to the Governor, which was itself to be considered as the "requête en grâce." I pointed out that this was expressly stated in your note to him, and tried to prevail upon him to keep it ; he was very insistent, however, and I finally reached the conclusion that inasmuch as he had read it aloud to us, and we knew that he was aware of its contents, there was nothing to be gained by refusing to accept the note, and accordingly took it back.*

*Even after Baron von der Lancken's very positive and definite statement that there was no hope, and that under the circumstances "even the Emperor himself could not intervene", we continued to appeal to every sentiment to secure delay, and the Spanish Minister even led Baron von der Lancken aside in order to say very forcibly a number of things which he would have felt hesitancy in saying in the presence of the younger officers and of M. de Leval, a Belgian subject.*

*His Excellency talked very earnestly with Baron von der Lancken for about a quarter of an hour. During this time M. de Leval and I presented to the younger officers every argument we could think of. I reminded them of our untiring efforts on behalf of German subjects at the outbreak of the war and during the siege of Antwerp. I pointed out that, while our services had been rendered without any thought of future favours, they should certainly entitle you to some consideration for the only request of this sort you had made since the beginning of the war. Unfortunately, our efforts were unavailing. We persevered until it was only too clear that there was no hope of securing any consideration for the case.*

*We left the Politische Abteilung shortly after midnight, and I immediately returned to the Legation to report to you.*

*Hugh Gibson.*

M. de Leval to Mr. Whitlock,  
American Minister in Brussels  
**Report for the Minister**

**October 12**, 1915.

*"Sir, — As soon as the Legation received an intimation that Miss Cavell was arrested, your letter of the 31st of August was sent to Baron von der Lancken. The German authorities were by that letter requested, inter alia, to allow me to see Miss Cavell, so as to have all necessary steps taken for her defense. No reply being received, the Legation, on the 10th September, reminded the German authorities of your letter.*

*The German reply, sent on the 12th September, was that I would not be allowed to see Miss Cavell, but that Mr. Braun, lawyer at the Brussels Court, was defending her and was already seeing the German authorities about the case.*

*I immediately asked M. Braun to come to see me at the Legation, which he did a few days later. He informed me that personal friends of Miss Cavell had asked him to defend her before the German Court, that he agreed to do so, but that owing to some unforeseen circumstances he was prevented from pleading before that Court, adding that he had asked M. Kirschen, a member of the Brussels Bar and his friend, to take up the case and plead for Miss Cavell, and that M. Kirschen had agreed to do so.*

*I, therefore, at once put myself in communication with M. Kirschen, who told me that Miss Cavell was*



*prosecuted for having helped soldiers to cross the frontier. I asked him whether he had seen Miss Cavell and whether she had made any statement to him, and to my surprise found that the lawyers defending prisoners before the German Military Court were not allowed to see their clients before the trial, and were not shown any document of the prosecution. This, M. Kirschen said, was in accordance with the German military rules. He added that the hearing of the trial of such cases was carried out very carefully, and that in his opinion, although it was not possible to see the client before the trial, in fact the trial itself developed so carefully and so slowly, that it was generally possible to have a fair knowledge of all the facts and to present a good defense for the prisoner. This would specially be the case for Miss Cavell, because the trial would be rather long as she was prosecuted with thirty-four other prisoners.*

*I informed M. Kirschen of my intention to be present at the trial so as to watch the case. He immediately dissuaded me from taking such attitude, which he said would cause a great prejudice to the prisoner, because the German judges would resent it and feel it almost as an affront as if I was appearing to exercise a kind of supervision on the trial. He thought that if the Germans would admit my presence, which was very doubtful, it would in any case cause prejudice to Miss Cavell.*

*M. Kirschen assured me over and over again that the Military Court of Brussels was always perfectly fair and that there was not the slightest danger of any*

*miscarriage of justice. He promised that he would keep me posted on all the developments which the case would take and would report to me the exact charges that were brought against Miss Cavell and the facts concerning her that would be disclosed at the trial, so as to allow me to judge by myself about the merits of the case. He insisted that, of course, he would do all that was humanly possible to defend Miss Cavell to the best of his ability.*

*Three days before the trial took place M. Kirschen wrote me a few lines saying that the trial would be on the next Thursday, the 7th October. The Legation at once sent him, on the 5th October, a letter confirming in writing, in the name of the Legation, the arrangement that had been made between him and me. This letter was delivered to M. Kirschen by a messenger of the Legation.*

*The trial took two days, ending Friday the 8th.*

*On Saturday I was informed by an outsider that the trial had taken place, but that no judgment would be reached till a few days later.*

*Receiving no report from M. Kirschen I tried to find him, but failed. I then sent him a note on Sunday, asking him to send his report to the Legation or call there on Monday morning at 8:30. At the same time I obtained from some other person present at the trial some information about what had occurred, and the following facts were disclosed to me :*

*Miss Cavell was prosecuted for having helped English and French soldiers, as well as Belgian young*

*men, to cross the frontier and to go over to England. She had admitted by signing a statement before the day of the trial, and by public acknowledgment in Court, in the presence of all the other prisoners and the lawyers, that she was guilty of the charges brought against her, and she had acknowledged not only that she had helped these soldiers to cross the frontier, but also that some of them had thanked her in writing when arriving in England. This last admission made her case so much the more serious, because if it only had been proved against her that she had helped the soldiers to traverse the Dutch frontier, and no proof was produced that these soldiers had reached a country at war with Germany, she could only have been sentenced for an attempt to commit the "crime" and not for the "crime" being duly accomplished. As the case stood the sentence fixed by the German military law was a sentence of death.*

*Paragraph 58 of the **German Military Code** says : "Will be sentenced to death for treason any person who, with the intention of helping the hostile Power, or of causing harm to the German or allied troops, is guilty of one of the crimes of paragraph 90 of the **German Penal Code**."*

*The case referred to in above said paragraph 90 consists in :*

*". . . conducting soldiers to the enemy ..." (viz. "dem Feinde Mannschaften zuführen").*

*The penalties above set forth apply, according to paragraph 160 of the **German Code**, in case of war, to foreigners as well as to Germans.*

*In her oral statement before the Court, Miss Cavell disclosed all the facts of the whole prosecution. She was questioned in German, an interpreter translating all the questions in French, with which language Miss Cavell was well acquainted. She spoke without trembling and showed a clear mind. Often she added some greater precision to her previous depositions.*

*When she was asked why she helped these soldiers to go to England, she replied that she thought that if she had not done so they would have been shot by the Germans, and that therefore she thought she only did her duty to her country in saving their lives.*

*The Military Public Prosecutor said that argument might be good for English soldiers, but did not apply to Belgian young men whom she induced to cross the frontier and who would have been perfectly free to remain in the country without danger to their lives.*

*Mr. Kirschen made a very good plea for Miss Cavell, using all arguments that could be brought in her favour before the Court.*

*The Military Public Prosecutor, however, asked the Court to pass a death sentence on Miss Cavell and eight other prisoners amongst the thirty-five. The Court did not seem to agree and the judgment was postponed. The person informing me said he thought that the Court would not go to the extreme limit.*

*Anyhow, after I had found out these facts (viz., Sunday evening) I called at the Political Division of the German Government in Belgium and asked whether,*

*now that the trial had taken place, permission would be granted to me to see Miss Cavell in jail, as surely there was no longer any object in refusing that permission. The German official, Mr. Conrad, said he would make the necessary enquiry at the Court and let me know later on.*

*I also asked him that permission be granted to Mr. Gahan, the English clergyman, to see Miss- Cavell.*

*At the same time we prepared at the Legation, to be ready for every eventuality, a petition for pardon, addressed to the Governor-General in Belgium and a transmitting note addressed to Baron von der Lancken.*

*Monday morning at 11, I called up Mr. Conrad on the telephone from the Legation (as I already had done previously on several occasions when making enquiries about the case), asking what the Military Court had decided about Mr. Gahan and myself seeing Miss Cavell. He replied that Mr. Gahan could not see her, but that she could see any of the three Protestant clergymen attached to the prison ; and that I could not see her till the judgment was pronounced and signed, but that this would probably only take place in a day or two. I asked the German official to inform the Legation immediately after the passing of said judgment, so that I might see Miss Cavell at once, thinking, of course, that the Legation might, according to your intentions, take immediate steps for Miss Cavell's pardon if the judgment really was a sentence of death.*

*Very surprised to still receive no news from Mr. Kirschen, I then called at his house at 12:30 and was*

*informed that he would not be there until about the end of the afternoon. I then called, at 12:40, at the house of another lawyer interested in the case of a fellow-prisoner, and found that he also was out. In the afternoon, however, the latter lawyer called at my house, saying that in the morning he had learned from the German Kommandantur that judgment would be passed only the next morning, viz., Tuesday morning. He said that he feared that the Court would be very severe for all the prisoners.*

*Shortly after this lawyer left me, and while I was preparing a note about the case, at 8 p.m., I was privately and reliably informed that the judgment had been delivered at five o'clock in the afternoon, that Miss Cavell had been sentenced to death, and that she would be shot at 2 o'clock the next morning. I told my informer that I was extremely surprised at this, because the Legation had received no information yet, neither from the German authorities nor from M. Kirschen, but that the matter was too serious to run the smallest chance, and that therefore I would proceed immediately to the Legation to confer with your Excellency and take all possible steps to save Miss Cavell's life.*

*According to your Excellency's decision, Mr. Gibson and myself went, with the Spanish Minister, to see Baron von der Lancken, and the report of our interview and of our efforts to save Miss Cavell is given to you by Mr. Gibson.*

*This morning Mr. Gahan, the English clergyman, called to see me and told me that he had seen Miss*

*Cavell in her cell yesterday night at 10 o'clock, that he had given her the Holy Communion and had found her admirably strong and calm. I asked Mr. Gahan whether she had made any remarks concerning the legal side of her case, and whether the confession which she made before the trial and in the Court was, in his opinion, perfectly free and sincere. Mr. Gahan says that she told him that she perfectly well knew what she had done ; that according to the law, of course, she was guilty and had admitted her guilt, but that she was happy to die for her country.*

*G. de LEVAL*

*Mr. Whitlock, American Minister in Brussels,  
to Mr. Page*

*American Legation, Brussels, **October 13**, 1915.*

*Sir, — Referring to previous correspondence in regard to the case of Miss Edith Cavell, I regret to be obliged to inform you, in confirmation of my telegram of yesterday morning, that the death sentence recommended by the prosecuting attorney was imposed by the court-martial, and that Miss Cavell was executed early yesterday morning.*

*I enclose herewith for your information copies of all the correspondence which I have had with the German authorities in regard to this case, together with copies of previous letters addressed to you on the subject.*

*I know that you will understand without my telling you that we exhausted every possible effort to prevent the infliction of the death penalty, and that our failure has been felt by us as a very severe blow. I am convinced, however, that no step was neglected which could have had any effect. From the date we first learned of Miss Cavell's imprisonment we made frequent enquiries of the German authorities and reminded them of their promise that we should be fully informed as to developments.*

*They were under no misapprehension as to our interest in the matter. Although the German authorities did not inform me when the sentence had actually been passed, I learned, through an unofficial source, that judgment had been delivered, and that Miss Cavell was to be executed during the night. I immediately sent Mr. Gibson, the Secretary of Legation, to present to Baron von der Lancken my appeal that execution of the sentence should be deferred until the Governor could consider my plea for clemency. Mr. Gibson was accompanied by Maître de Leval, Legal Counsellor of the Legation, who had worked from the beginning upon the legal aspect of the case. Mr. Gibson was fortunate enough to find the Spanish Minister, and got him to accompany him on his visit to Baron von der Lancken. The details of the visit you will find in Mr. Gibson's report to me. The other papers which are attached speak for themselves and require no further comment from me.*

*I have, etc.,*

*Brand Whitlock.*



*Mr. Whitlock, American Minister in Brussels,  
to Mr. Page*

*American Legation, Brussels, October 14, 1915.*

*My dear Colleague,*

*Referring to my letter of yesterday in regard to the case of Miss Cavell, I beg to enclose herewith further correspondence in regard to my request that her body be delivered to the School for Nurses of which she was the directress.*

*I have not received a written reply to my note to Baron von der Lancken on the subject, but he came to see me yesterday afternoon and stated that the body had been interred near the prison of St. Gilles, where the execution took place ; that under the regulations governing such cases it was impossible to exhume the body without written permission from the Minister of War in Berlin. He added that he had no authority to ask permission to exhume the body, but that immediately upon the return of the Governor-General he would request him to take the matter up.*

*I shall hope to be able to tell you that we have at last been able to accomplish this small service.*

*I am, etc.,*

*Brand Whitlock.*

\*\*\*\*\* Le gouverneur militaire de la province de Limbourg publié ce qui suit :

### **Avis**

*Par jugement du 7 octobre 1915 du tribunal de campagne du gouvernement militaire de la province de Limbourg, lequel jugement a été confirmé hier par moi, le nommé Pierre-Joseph Claes, de nationalité belge, né le 8 mai 1887 à Schaerbeek, près de Bruxelles, a été condamné à la peine de mort pour espionnage.*

*Claes a avoué qu'en sa qualité de soldat belge, il était venu en Belgique, habillé en civil, dans le but d'y pratiquer l'espionnage.*

*Le condamné a été fusillé aujourd'hui.*

*Hasselt, le 8 octobre, 1915.*

*Der Militärgouverneur der Provinz Limbourg,*

*Keim, General-Major.*

*Bruxelles, le 12 octobre, 1915. General-Government.*

### **\*\*\*\*\* Nouvelles publiées par le Gouvernement Général Allemand**

*On connaît le résultat que l'offensive des alliés, cette offensive annoncée depuis si longtemps, a atteint sur le front occidental, Les lignes allemandes ont résisté à une canonnade de 70 heures et à la supériorité*

*numérique considérable de l'ennemi. Les Français ont eu plusieurs centaines de milliers de tués et de blessés, tandis que les Anglais, blancs et de couleur, ont subi des pertes relativement plus élevées encore. Malgré le nombre énorme des vies humaines et les immenses quantités de munitions qu'ils ont sacrifiées sans ménagement, les ennemis de l'Empire allemand ne se sont rapprochés en rien de leur but, qui est de reconquérir la Belgique et la France du Nord.*

*Pendant que cette bataille décisive faisait fureur sur le front, j'ai eu à protéger le dos de l'armée allemande contre des manœuvres hostiles. A cette occasion j'ai été obligé de combattre des tendances dues, tout comme l'offensive désespérée des Alliés, à d'anciennes et vaines espérances, à la croyance en un prompt rétablissement de l'ancien état de choses. Certains milieux qui, plus que tout autre, devraient avoir à coeur de favoriser la paix intérieure, ont incité les esprits à la résistance ; des personnes qui s'étaient déclarées prêtes à coopérer avec moi à rétablir le bien-être dans le pays, ont prêté de nouveau une oreille complaisante aux insinuations venant du Havre et de Londres ; de faux prophètes répandant de fausses nouvelles ont séduit des malheureux crédules et les ont amenés à commettre des actions criminelles. Par faux patriotisme et plus encore par cupidité, des Belges se sont laissés entraîner à un espionnage qui a abouti au même échec que l'offensive ennemie.*

*Malgré tout, nous sommes parvenus à tenir à l'écart l'ennemi sournois et lâche qui, perfidement,*

*menaçait la sécurité de l'armée allemande. Les peines les plus rigoureuses ont dû être appliquées sans pitié à ceux que de vains espoirs ont amenés à se rendre coupables d'actions criminelles. Les faits, qui parlent un langage éloquent, réfuteront par eux-mêmes tous les bruits de victoires de nos ennemis et les nouvelles annonçant que les armées allemandes évacuent le pays. Ce que nous tenons, nous le tenons bien.*

*Cette dernière déception impose aux Belges le devoir d'en tirer des enseignements quant à l'avenir et de ne plus prêter si crûdement foi à des nouvelles qui, le lendemain, forcément, se révéleront mensonges. Tous ceux qui, sous mon administration, travaillent, qui gagnent suffisamment et qui ont su acquérir la satisfaction intérieure du devoir accompli, doivent contribuer à faire jouir des mêmes bienfaits ceux de leurs prochains qui sont encore aveugles. L'expérience des dernières semaines prouve que la sécurité des armées allemandes est assurée contre les complots les mieux tramés. Mais la sécurité de la vie active, qui, seule, peut guérir les maux de la Belgique souffrante, ne peut être garantie qu'à ceux qui, laissant aux soldats le soin de combattre et secondant mes efforts, favorisent dans leur milieu la paix intérieure et la prospérité économique du pays. Les arrêtés que je promulgue poursuivent le même but ; quiconque les enfreint subira, dans toute leur dureté, les peines qu'ils édictent. Ceux qui contrecarrent mes efforts doivent s'attendre à subir toutes les rigueurs de la loi martiale ; ceux qui me secondent dans ma tâche viennent en aide, de la*

*manière la plus efficace, à leur patrie, à leurs compatriotes et à eux-mêmes.*

*Le Gouverneur Général*

**\*\*\*\*\* Avis**

*Il y a encore dans le territoire du gouvernement général des personnes qui se cachent et qui ont appartenu pendant la guerre à une armée ennemie ou sont venues dans le pays sur l'ordre d'un gouvernement ennemi. Je consens à accorder l'impunité à ces personnes si elles se font connaître et se présentent volontairement à l'autorité militaire allemande dans les vingt-quatre heures ; dans ce cas je me bornerai à les envoyer en Allemagne comme prisonniers de guerre. Ces personnes, si elles ne se sont pas présentées avant l'expiration du délai précité, ainsi que toutes les autres personnes qui leur viennent en aide d'une manière quelconque, entre autres en les logeant, en les habillant ou en les nourrissant, seront punies de la peine de mort ou de fortes peines de travaux forcés et d'emprisonnement en vertu de l'arrêté ci-dessous.*

*J'ai invité les gouverneurs à décréter des dispositions spéciales et des interdictions de nature à assurer la sécurité des installations importantes au point de vue militaire. Quiconque enfreindra ces interdictions s'exposera à être tué sur-le-champ.*

*Voici le texte de l'arrêté susmentionné :*

## Arrêté

*concernant les personnes appartenant aux armées ennemies et les agents ennemis qui se cachent dans le pays, ainsi que les personnes qui leur viennent en aide.*

*Article 1<sup>er</sup>. — Quiconque appartient à une armée ennemie ou a appartenu à une telle après le début de la guerre, quiconque se trouve au service d'un gouvernement ennemi ou d'une personne qui agit dans l'intérêt d'un gouvernement ennemi, sera puni de travaux forcés (à moins que d'autres lois ne prévoient une peine plus rigoureuse encore) s'il dissimule aux autorités allemandes sa présence dans le territoire du gouvernement ou s'y tient caché.*

*En cas de circonstances atténuantes, la peine ne pourra être inférieure à 3 mois.*

*Art. 2. — S'il résulte des circonstances que la personne en question a voulu favoriser une puissance étrangère ou nuire aux forces militaires de l'Empire allemand ou de ses alliés, elle sera punie de la peine de mort.*

*Art. 3. — Quiconque, en connaissance de cause, aide, d'une manière quelconque, une telle personne à dissimuler son séjour, entre autres en la logeant, en l'habillant ou la nourrissant, est passible des mêmes peines.*

*Si, dans les cas prévus à l'article 2, le complice bénéficie de circonstances atténuantes, la peine de mort pourra être remplacée par une peine de travaux forcés qui ne sera pas inférieure à deux ans.*

*Art. 4. — Quiconque connaît le séjour d'une des personnes désignées à l'article 1<sup>er</sup> et n'en prévient pas immédiatement une autorité militaire allemande, sera puni d'une peine d'emprisonnement ; quiconque, dans un tel cas, a su que les circonstances prévues à l'article 2 existaient en réalité, sera puni de travaux forcés ou d'une peine d'emprisonnement qui ne pourra être inférieure à 6 mois.*

*Art. 5. — Ne seront pas punies les personnes désignées aux articles 1<sup>er</sup> et 2 qui se trouvent dans le territoire du gouvernement général et se présentent volontairement à l'autorité militaire dans les vingt-quatre heures de l'affichage public du présent arrêté.*

*Bruxelles, le 12 octobre, 1915.*

*Le Gouverneur Général en Belgique,  
Baron von Bissing, Général-Colonel.*

**Notes.**

Traduction française : « *Un édit ex post facto* » in WHITLOCK, Brand ; chapitre XXV (1915) in ***La Belgique sous l'occupation allemande : mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles*** ; (Paris ; Berger-Levrault ; 1922) pages 274-278. D'après Brand Whitlock (1869-1934), ***Belgium under the German Occupation : A Personal Narrative*** ; London ; William HEINEMANN ; 1919, 2 volumes. Voir chapitre 3 , volume 2, notamment à :

<http://www.idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20BELGIUM%20UNDER%20GERMAN%20OCCUPATION%202%20CHAPTER%2003.pdf>

Ce serait intéressant de comparer avec ce que **Paul MAX** (cousin du bourgmestre **Adolphe MAX**) a dit du même jour dans son ***Journal de guerre*** (*Notes d'un Bruxellois pendant l'Occupation 1914-1918*) :

[http://www.museedelavilledebruxelles.be/fileadmin/user\\_upload/publications/Fichier\\_PDF/Fonte/Journal de %20guerre de Paul Max bdef.pdf](http://www.museedelavilledebruxelles.be/fileadmin/user_upload/publications/Fichier_PDF/Fonte/Journal_de%20guerre_de_Paul_Max_bdef.pdf)

Le journaliste argentin **Roberto J. Payró**, ayant été arrêté le 22 septembre 1915 :

« *Roberto J. Payró : son arrestation à Bruxelles* » a été, à l'origine, publié dans ***La Nación*** du 15/12/1915 :

Version **française** :

<http://idesetautres.be/upload/19150922%20ARRESTATION%20PAYRO%20A%20BRUXELLES%20LA%20NACION%2019151215.pdf>

Version originelle **espagnole** :

<http://idesetautres.be/upload/19150922%20ARRESTO%20PAYRO%20EN%20BRUSELAS%20LA%20NACION%2019151215.pdf>

**Fac-similé** :

<http://idesetautres.be/upload/19150922%20ARRESTO%20PAYRO%20EN%20BRUSELAS%20LA%20NACION%2019151215.JPG>

« *Une primeur pour nos lecteurs. Sous l'Occupation : M. Roberto J. Payró* », est paru dans ***Le Cri de Belgique*** (organe hebdomadaire des intérêts belges dans



*l'Amérique du sud*) ; Buenos Aires ; 17 janvier 1920, numéro 223 :

<http://idesetautres.be/upload/19150922%20ARRESTATION%20PAYRO%20CRI%20DE%20BELGIQUE%2019200117.pdf>

**Fac-similé :**

<http://idesetautres.be/upload/19150922%20ARRESTATION%20PAYRO%20CRI%20DE%20BELGIQUE%2019200117.JPG>



**Roberto J. Payró** ne pouvait pas réagir à l'arrestation d'Edith Cavell, comme il avait l'habitude de le faire dans son *Diario de un testigo (La guerra vista desde Bruselas)* :

<http://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>

Version originelle **espagnole**: [www.idesetautres.be](http://www.idesetautres.be)

A propos de **BAUCQ, Philippe François Victor**

(1880 - 12 octobre 1915)

 [Rendre hommage à cette personne - Een hulde brengen aan deze persoon](#) 

**Extrait de :** [http://www.bel-memorial.org/names\\_on\\_memorials/display\\_names\\_on\\_mon.php?MON\\_ID=1387](http://www.bel-memorial.org/names_on_memorials/display_names_on_mon.php?MON_ID=1387)

in « *Monuments et autres éléments de patrimoine à la mémoire des Belges décédés lors de conflits armés* »

**Statut/Statuut:** Résistant fusillé - Gefusilleerde weerstandslid

**Conflit** / **Conflict:** 1914-1918 ;

**Naissance/Geboorte** : Bruxelles - Brussel, BR, BE  
1880-03-13; **Décès/Overlijden** : Schaerbeek -  
Schaarbeek, BR, BE 1915-10-12

**Plus d'infos/Meer info:** Conjoint: Marie MOÏMONT. Philippe-François-Victor Baucq, héros de la Première Guerre mondiale, était un **architecte belge** et a eu un rôle important dans un réseau d'évasion au côté d'Edith Cavell pendant cette guerre. Ce réseau d'évasion fut initié par des Belges de la région de Mons et aidait les soldats alliés blessés et cachés à s'évader de la Belgique occupée. Ensuite, ce réseau fusionna avec un autre, créé par plusieurs femmes (la comtesse de Belleville, la princesse de Croy, Louise Thuliez et Louise de Bettignies) dans le nord de la France. Il fut arrêté cinq jours avant Edith Cavell, le 31 juillet 1915. Il est incarcéré à la prison de Saint-Gilles et jugé les 7 et 8 octobre 1915. Six des accusés sont condamnés à mort le 11 octobre 1915 à 17h. Pour faire cesser les protestations internationales, les juges font exécuter Philippe BAUCQ et Edith CAVELL le lendemain à 2h au Tir National, un site militaire (aujourd'hui un mémorial) (...).Il y a une rue Philippe BAUCQ - Philippe Baucqstraat à Etterbeek (anciennement rue

Cranz)

Photos et autres documents / Foto's en andere documenten: [http://www.bel-memorial.org/photos/BAUCQ\\_Philippe\\_23794.htm](http://www.bel-memorial.org/photos/BAUCQ_Philippe_23794.htm)

## BEL-MEMORIAL

**BAUCQ, Philippe François Victor**



Dans le chapitre 3 (« An *ex-post-facto* edict ») de *Belgium under the German Occupation : A Personal Narrative* (1919) :

<http://idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20BELGIUM%20UNDER%20GERMAN%20OCCUPATION%202%20CHAPTER%2003.pdf>